TUERIE LA - BAS! MISÈRE ICI!

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

HEBDOMADAIRE. - Le N° 20 Frs
Cinquante-huitième année. - N° 480
VENDREDI 25 MAI 1956

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 79, rue St-Denis, Paris-1er
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76 Tél. : GUT. 77.34

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr.; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

VOILA LA GUERRE d'ALGERIE

UN ACTE DE SOLIDARITÉ

ALGER était dans la léthargie complète durant ce mois de ramadhan. Les années précédentes, les rues étaient animées le soir; les music-hall et les cinémas regorgeaient de monde, les cafés accueillaient de nombreux veilleurs. Cette année, rien de tout cela, aucune préparation spectaculaire ni ornement dans les rues quasi désertes, les lieux de loisirs habituels ont fermé leurs portes. On n'entend plus comme à l'accoutumée le son des derboukas, les chants religieux des jeunes filles, les battements des mains et les yous-youx des femmes, on ne voit plus les enfants courir joyeusement en chantant.

Ainsi donc le ramadhan a vécu, voilà l'Aid-Esseghir, jour de la rupture du carême. Les rues n'ont pas changé de physionomie, elles ont gardé leur visage habituel malgré ce jour de fête.

Rien. Pas même le henné, le bain maure, le pèlerinage au cimetière d'El-Kettar, les gâteaux, les achats de vêtements qui sont une tradition chez les musulmans.

Par contre les médersas, les cercles d'études, les mosquées, les écoles coraniques regorgent de monde, où l'on remarque des discussions graves ou animées.

Comme on le dit si bien, cette année c'est un ramadhan pas comme les autres.

En effet, conscient de la lutte que mènent les moudjahidines dans les djebels, conscient du drame que traverse notre pays, conscient de ses fils qui meurent chaque jour sous les balles des colonialistes, le peuple algérien qui lutte pour son indépendance nationale a voulu faire de ces journées non seulement un devoir religieux, mais un acte de solidarité.

Nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir de fête dans la joie et l'allégresse que dans la paix, dans une Algérie où le peuple soit vraiment maître de sa destinée.

F. ABDOU EL HADI
(Correspondant du « Lib » Alger.)

APRÈS "l'opération barrage"

LA journée de samedi a vu se dresser dans plusieurs départements des barrages sur les routes. Des observations recueillies durant cette journée, il apparaît que le mouvement n'a pas été unanime. Une vingtaine de départements n'ont eu aucun barrage et dans les autres l'on pouvait voir de nombreuses riches automobiles occupées à embouteiller les routes. Peu nous importe si les bourgeois des villes furent gênés dans leur week-end gagné par la sueur de l'exploité. Mais nous constatons que dans la presque totalité des cas, les petits fermiers se sont, avec le bon sens qui les caractérise, désolidarisés des dirigeants de la F.N.S.E.A., gros propriétaires dont les préoccupations sont de grossir leurs bénéfices énormes, bénéfices déjà gagnés en grande partie par l'emploi d'une main-d'œuvre à des salaires misérables et par l'exploitation indirecte des petits fermiers (notamment dans la location de terres et de fermes). Refusant de participer à une action avec les seigneurs modernes de la campagne, ces petits paysans ont démontré que leur classe sociale n'était pas l'ensemble de tous les exploitants agricoles gros et petits, mais le prolétariat. Et pour beaucoup, leur action, ne pouvant se lier à celle de la bourgeoisie campagnarde, consista en des rassemblements, des distributions de tracts, etc. Les misérables pour lesquels une augmentation des prix de leur production est vitale, ce sont eux.

Hitler, Mussolini, dans leur accession au pouvoir, ont tablé sur la misère, notamment sur la misère paysanne, avec de belles promesses dont la réalisation ne vit jamais le jour

CARAL-MORAIN.

(Suite page 2.)

ACTION POUR LES SALAIRES

LA direction de la R.A.T.P. s'oppose aux légitimes revendications des receveurs et machinistes : elle refuse d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail.

Les travailleurs des bus travaillent dans des conditions de plus en plus pénibles : voitures surchargées assurées bien souvent par un seul agent, services de 9 heures avec parfois un mois sans repos, extrême tension nerveuse, sécurité négligée... Les organisations syndi-cales exigent 1.100 employés supplémentaires, mais loin d'accepter cette revendication, la R.A.T.P. ne remplace même pas les 1.500 agents enlevés par la guerre d'Algérie.

Les salaires, qui représentaient 50 % des dépenses en 1938, ne représentaient que 38 % en 1954. A une augmentation constante du trafic (76 millions de voyageurs en plus pour 1954, par rapport à 1953), correspond une diminution du personnel, donc une exploitation accrue.

La direction oppose aux revendications le « déficit » de la R.A.T.P. Or on continue à indemniser les anciens concessionnaires capitalistes privés, on paie au prix fort les fournitures achetées aux trusts, pendant que l'Etat refuse les subventions accordées régulièrement avant-guerre aux sociétés privées de transport en commun.

Il est vrai que depuis 1945, l'Etat capitaliste a englouti des milliers de milliards dans ses criminelles guerres coloniales. Les salaires des travailleurs ont été sacrifiés à la défense des intérêts colonialistes.

Alors que la lutte contre la guerre d'Algérie se renforce chaque jour, les conditions les plus propices sont créées pour le développement de la bataille des salaires.

Les travailleurs des bus ont suivi à 80 % le mot d'ordre de grève de 24

(Suite page 2.)

Grève des ouvriers boulangers

Le patronat, qui a augmenté depuis le 15 juillet 1955 le prix des pains fantaisie (500 gr et 700 gr) refuse de satisfaire les revendications des ouvriers boulangers : 12 % d'augmentation, paiement à 100 % des jours fériés, quatre semaines de congés, application intégrale des majorations d'heures supplémentaires.

Dès mercredi 17 mai, les ouvriers boulangers de Versailles, Sèvres, Chaville, Ville-d'Avray, Viroflay, Le Chesnay, ont fait grève pendant 24 heures, à l'appel des syndicats C.G.T. et F.O.

Les syndicats C.G.T. et F.O. de la Région parisienne ont également appelé à faire grève pendant les fêtes de la Pentecôte, samedi, dimanche et lundi. Le mot d'ordre a été suivi à Paris, dans la Seine, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne.

Le patronat a accepté la réunion d'une commission paritaire, mais seulement mardi 22 mai. Devant cette manœuvre patronale, le Comité de grève a décidé de poursuivre la grève jusqu'au mardi soir. Les patrons qui peuvent payer, sans augmenter à nouveau le prix du pain, devront céder devant l'action unie des ouvriers.

7.000 métallos débrayent au Havre

Mercredi 16 mai, la majeure partie des métallos havrais ont débrayé à l'appel de la C.G.T. Au cours d'un meeting, ils ont adopté comme principales revendications: l'augmentation uniforme de 30 francs et la paix en Algérie.

Grève des jeunes facteurs du Télégraphe

Les jeunes télés, les facteurs chefs et agents de surveillance du télégraphe de 35 bureaux, ont cessé le travail pendant 24 heures, vendredi 18 mai.

Ils exigent : la prime de risque, le reclassement dans un cadre unique de « commis » et d'agent de surveillance, l'augmentation des indemnités de déplacement, la revalorisation des traitements, les congés en 5 mois, la « prime de résultat d'exploitation » à 30.000 francs. Signalons que les salaires des jeunes télés, à Paris, varient de 19.000 à 26.000 francs au maximum !

UNE MEME LUTTE CONTRE LA GUERRE

CHAQUE jour la guerre d'Algérie se fait plus cruelle : dimanche dernier, 22 jeunes sont morts.

Chaque jour aussi l'action se développe pour arrêter le massacre.

Manifestations des paysans, des rappelés, de la population, grèves et débrayages sont un seul et même combat.

La manifestation la plus importante de la semaine dernière, celle qui a fait titrer les journaux : « Emeute », s'est déroulée à Grenoble.

« Le Comité des jeunes pour la solution pacifique du problème algérien » avait rassemblé 300 manifestants en gare de Grenoble; mais quand les flics et les C.R.S. eurent attaqué, le nombre de manifestants fit plus que tripler.

1.000 Grenoblois ont résisté pendant plus de 4 heures aux C.R.S. venus de tous les coins de l'Isère. Ceux-ci ont été lapidés. Les voies du chemin de fer ont été barrées. Les C.R.S., eux, ont fait usage de grenades lacrymogènes et de grenades... offensives, l'une d'elles a arraché le pied d'un Algérien.

Deux jours auparavant, au Mans, à l'occasion du départ de rappelés de la 1952-2, des tracts invitaient la population à manifester. 300 jeunes se rassemblaient en gare du Mans. Une fois encore, les C.R.S. étaient lapidés ! et... lançaient des grenades lacrymogènes.

Après les manifestations des dockers de Rouen, le Secrétariat de la Fédération Nationale des Ports et Docks a publié le communiqué suivant :

« Les ouvriers dockers du port de Rouen ont arrêté le travail le samedi 12 mai sur le navire « Cap Blanc »; ils ont refusé de charger 100 tonnes de matériel de guerre à destination de l'Algérie.

« Le 17 mai, ils ont à nouveau débrayé et refusé de charger 80 tonnes de matériel sur le « Cap Guir ».

« Les pouvoirs publics menacent les dockers de sanctions et voudraient supprimer les cartes professionnelles à ceux qui ont participé aux mouvements.

« La Fédération des Ports et Docks fait appel à tous les syndicats de dockers de tous les ports pour qu'ils se déclarent solidaires de l'action des dockers de Rouen et qu'ils le manifestent par tous les moyens en leur pouvoir. »

Partout se multiplient les manifestations, les meetings, les débrayages contre la guerre d'Algérie. Les dockers, fidèles à leurs traditions révolutionnaires, entrent à leur tour dans la lutte.

Les rappelés eux aussi manifestent contre leur départ : Ils bloquent les trains, se couchent sur les voies.

Des bruits courent que des « maquis » sont créés dans le centre de la France, qu'un nombre sans cesse croissant de jeunes qui refusent de partir.

Un jour à Rouen, le lendemain dans la Creuse, puis à Grenoble, éclatent des émeutes contre la guerre.

Ces actions multipliées qui éclatent aussi bien dans les villes que dans les campagnes, montrent que l'ensemble de la population est prête à l'action généralisée. Si une organisation était capable de diriger cette action, de la coordonner sur l'ensemble du territoire, demain le gouvernement serait obligé de céder sans conditions, et de signer l'armistice en Algérie.

Le maire de St-Aignan qui, lors des manifestations contre la guerre d'Algérie avait été matraqué par « le service d'ordre », est mort des suites des coups reçus !

La voie de la Fédération Communiste Libertaire, de ses militants, de ses sympathisants, se trouve donc tracée: rassembler tous les militants anticolonialistes. Et TOUS ENSEMBLE, au MEME MOMENT, engager le combat.

Aussi camarades, lecteurs isolés, mettez-vous immédiatement en contact avec nous, écrivez-nous !

M. MOREAU.

Deux exemples à suivre

Alsthom Lecourbe (Paris 15°)

LE vendredi 27 avril, à l'occasion d'une réunion du Comité de Liaison pour la Paix en Algérie, par la négociation, se sont retrouvés 16 représentants des organisations et tendances suivantes :

Action chrétienne ouvrière, Confédération Générale du Travail, Parti Communite Français, Mouvement de Lutte Anticolonialiste, Fédération Communiste Libertaire, Objecteurs de conscience.

D'autres camarades inorganisés, et de différentes opinions, étaient également présents à la réunion.

Il a été décidé :

1. De tenir des meetings sur le terre-plein de l'usine. Débrayages et délégations sont envisagés.
2. De développer l'action sur le plan du 15°.

à Aulnay-sous-Bois

UN Comité « pour un cessez le feu en Algérie » vient de se constituer à Aulnay-sous-Bois (S.-et-O.).

Pour l'instant, il se compose de représentants de la section du Parti Communiste français, du groupe de la Fédération Communiste Libertaire, de l'U.J.R.F. et de militants cégétistes.

Son premier but est de rassembler des représentants d'autres organisations, mais dès lors il se propose d'œuvrer pour faire aboutir dans les plus brefs délais une négociation pour un cessez le feu en Algérie, et d'organiser les familles des 72 rappelés de la commune pour une action efficace.

Remarquons la parfaite entente sur ces points urgents entre militants du P.C.F. et de la F.C.L. Voilà un bel exemple d'unité pour une cause qui concerne l'ensemble du prolétarait.

(Correspondant Aulnay.)

Le Mouvement de Lutte Anticolonialiste informe les militants qu'un papillon gommé, contre la guerre d'Algérie, vient d'être édité. PASSEZ VOS COMMANDES à M. Mulot. Le cent (franco) : 250 frs.
C.C.P. M. Mulot 8919-11 Paris.

ECRIVEZ - ABONNEZ-VOUS - FAITES DES ABONNÉS - DIFFUSEZ - FAITES DIFFUSER - FAITES SOUSCRIRE - SOUSCRIVEZ

Solidarité Révolutionnaire

Semaine du 14 au 20 Mai

Tourbes, 100; Garestier, 500; Simon, 3.000; X, 45; Servais, 200; Paris-Inter, 3.100; C. M., 1.000; Facy, 1.000; Burtin, 370; Groupe Narbonne, 2.000; Guimard, 300; Le Flem, 200; Devize, 100.

Total : 11.915.

Total général : 1.305.385.

Campagne d'abonnements et de diffusion

POUR gagner des centaines de nouveaux lecteurs !

POUR battre en brèche la réaction décidée à étouffer la voix du « Lib » !

POUR donner à notre parti les moyens d'organiser une lutte sans cesse plus puissante afin d'imposer :

— La Paix en Algérie !
— Le triomphe des revendications ouvrières !
— La révolution sociale et le vrai communisme !

ATTENTION !!!

SI VOUS PARICIPEZ A LA CAMPAGNE
VOICI LES RECOMPENSES AUXQUELLES VOUS AVEZ DROIT:

BULLETIN D'ENGAGEMENT à la campagne d'abonnement et de diffusion OUVERTE A TOUS LES LECTEURS DU « LIBERTAIRE » !

(à retourner au plus vite 79, rue St-Denis - Paris 1er)

Le camarade (ou le Groupe) ..... s'engage dans la campagne d'abonnements (1) ou de diffusion (1).

NOM et PRENOM : .....

ADRESSE : .....

J'essaierai d'atteindre ..... mois d'abonnement (2) ou de diffuser ..... numéros du « Libertaire » chaque semaine (3).

(1) Rayer éventuellement la mention inutile.
(2) Un carnet d'abonnements sera envoyé dès réception de ce bulletin par notre journal.
(3) Le nombre correspondant de journaux sera expédié chaque semaine. Les règlements devront être faits chaque fin de mois par le vendeur.

Lorsque vous aurez diffusé 100 **exemplaires** ou recueilli 24 **mois d'abonnement,** vous pourrez nous demander UN ou PLUSIEURS livres de votre choix, d'une valeur de 500 francs !

Lorsque vous aurez diffusé **200 exemplaires** ou recueilli 48 **mois d'abonnement,** vous pourrez nous demander UN ou PLUSIEURS livres de votre choix, d'une valeur de 1.000 frs!

Etc., etc...

Et lorsque vous aurez diffusé 1.000 **exemplaires** ou recueilli 240 **mois d'abonnement,** vous pourrez nous demander UNE SUPERBE MONTRE (homme ou femme), garantie 5 ans et d'une valeur de 5.000 frs !

Des Correspondants du LIBERTAIRE

Le pays de la soif

A 25 km de Paris ! Une centaine de familles vivent dans de misérables bicoques aux lieux-dits des Courlins et du Maroc, isolés entre Herblay et Conflans-Ste-Honorine.

Pas d'installations sanitaires dans ces quartiers et notamment pas d'eau. Quelques pompes dans certaines « rues », mais presque toujours à sec. La commune d'Herblay apporte de l'eau en principe deux fois par semaine avec un camion-citerne. Ceci en principe, car pratiquement tout est différent. Ainsi ces quartiers viennent de rester trois semaines sans eau. Les gosses allaient à l'école sans se laver, le linge restait sale. Pour la cuisine et la boisson, il fallait aller chercher de l'eau avec des moyens de fortune, où il pouvait s'en trouver : à 2 km par exemple.

La municipalité se fout des prolétaires des quartiers déshérités. Il arrivera qu'un jour ce seront (à la place des pétitions et délégations), des marches sur la mairie et des barrages de la route nationale qui la forceront à ravitailler plus souvent en eau les habitants des Courlins et du Maroc, et mieux, d'installer l'eau courante promise depuis si longtemps.

Energie atomique

CINQ délégués C.G.T. passent en Conseil de discipline.

Ces délégués ont été suspendus à titre de représailles à la suite de l'accueil aux cris de « Paix en Algérie » fait par le personnel au « camarade » Guy Mollet en visite officielle à Saclay.

Les résultats du Conseil de discipline n'étant pas encore connus, nous relaterons la semaine prochaine comment se déroula l'action de solidarité et les leçons à en tirer.

(*Correspondant.*)

Pour protester contre les menaces de mort dont notre camarade Michel Mulot, responsable du Mouvement de Lutte Anticolonialiste, a été l'objet de la part des fascistes, une affiche a été éditée par le M.L.A.

Cette affiche montre la liaison etroite qui existe entre l'agitation menée par les partisans de la guerre d'Algérie et l'agitation menée par les partisans du fascisme. C'est la démonstration que **lutter contre la guerre d'Algérie, c'est lutter contre le fascisme !**

PASSEZ VOS COMMANDES :

L'unité : 20 francs franco.

M. Mulot, 36, rue de Normandie, Maisons-Alfort (Seine). C.C.P. 8919-11 Paris.

« La Jeune Garde des Travailleurs » n° 3 (mai-juin) vient de paraître :

Extraits du sommaire :

- **Attention, danger de mort ! FASCISME...**
- **Guerre à la guerre d'Algérie !**
- **Histoire du Front Populaire (suite).**
- **Notes de lectures : « Les Raisins de la colère ».**

Le numéro : 25 francs.

Abonnements : 1 an : 250 frs · 6 mois : 125 frs.

C.C.P. 13.604-19 Paris.

AVEZ-VOUS COMMANDE ?

« La Fédération Communiste Libertaire. Son programme. Son but. Son action ».

Cet ouvrage est indispensable aux militants comme aux sympathisants.

Prix: 100 frs (franco 130 _ C.C.P. R. Joulin).

❖

Camarades lecteurs, instituteurs : « *Le Lien* », édition spéciale pour les enseignants communistes libertaires, vient de paraître. Envoi gratuit contre un timbre de 5 frs. Commandez-le dès aujourd'hui.

Vive la Commune de Paris

Il y a 85 ans éclatait la Commune de Paris; elle ébranlait la société bourgeoise et cependant elle échoua.

La réaction fut terrible : les Versaillais massacrèrent et déportèrent les Communards.

La Commune demeure un exemple, une leçon pour tous les révolutionnaires du monde. Elle est un symbole, elle nous guide dans nos luttes.

Le 27 mai, tout le peuple de Paris célèbrera ses martyrs. **Tous au Mur des Fédérés dimanche !** la « Carmagnole » sur les lèvres :

« Vive la Commune de Paris (bis)
Ses canonniers et ses fusils (bis)
la Commune battue
ne s'avoue pas vaincue.
Dansons la Carmagnole
Vive le son
Vive le son
Dansons la Carmagnole
Vive le son du canon ! »

Après " l'opération barrage "

(Suite de la première page)

une fois le fascisme installé. Poujade, par l'appui apporté dans cette opération - barrages, appui venant après d'autres gestes démagogiques, suit la même voie que ses modèles sanguinaires.

Face au fascisme menaçant, la classe ouvrière paysanne doit rester vigilante, elle doit réaliser son unité contre l'exploiteur commun pour abattre ceux qui veulent prolonger la durée du capitalisme par la violence et la dictature.

A la campagne et à la ville, formons partout des groupes de combat antifascistes.

SOFRIM, 17, r. Clignancourt (18e)

Le Gérant : Fontenis.

Action pour les salaires

(Suite de la première page)

heures lancé dans l'unité par les cinq syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., S.A.R.M. (Autonomes) et indépendants Cependant deux dépôts ont travaillé pour protester contre la limitation de la grève. Nombreux sont les travailleurs qui comprennent qu'un mot d'ordre lancé à l'avance et limité à 24 heures (bon pour une grève d'avertissement ou de démonstration) n'est pas suffisant pour faire aboutir des revendications refusées depuis plusieurs mois. Le triomphe rapide de revendications depuis longtemps exprimées exige une grève illimitée, soutenue par l'ensemble des travailleurs des bus et du métro !

CHEZ LES BARBARES

Les hommes de Dieu

CEPENDANT que Guy Mollet, dont la duplicité et l'impudence semblent les seules vertus, déclare à Moscou — nous imaginons, la bouche en cœur et la main sous le sein gauche — « J'ai placé mon gouvernement sous le signe de la Paix ». Cependant que Lacoste, dont on se demande s'il est tout simplement un mufle ou s'il cultive un humour macabre de son cru, donne des instructions pour « inciter les soldats à jouer au football ou à la pétanque avec les Musulmans ». Cependant que le général Beaufre, qui doit se figurer tenir la grande affaire de sa carrière, laisse entendre que si quelques centaines de milliers d'hommes lui sont encore livrés, dans trois mois, la paix (il pense à celle du désert) règnera dans toute l'Algérie; cependant, les ensoutanés du M.R.P. qui, après avoir fait merveille en Indochine, à Madagascar, et au Maroc, croyaient s'être qualifiés entre tous, dépités que la direction de l'affaire algérienne se trouve entre les mains de leurs rivaux laïcs en colonialisme et en tartufferie, essayent de prendre une petite revanche, de se donner une compensation, en démontrant qu'eux seuls sauraient mener à bien, à fond, l'entreprise de guerre, sur les deux fronts.

Au goût des Teitgen, Bidault, Chevigné et autres Jésus en sucre candi, le gouvernement fait trop doux visage aux « traitres » et aux « défaitistes »; ils se désespèrent à ne pas voir fonctionner la Haute Cour et se dresser les poteaux d'exécution.

Et pour être qualifié de « traitre », point n'est besoin de se proclamer solidaire des fellahs devenus fellaghas (c'est la haine à leurs trousses, et la faim qui les pousse), il suffit de vouloir la Paix, et de le dire. Refuser cette guerre que Dieu nous envoie ! pour nos séraphins, une si noire ingratitude mérite bien ses six balles dans la peau.

Mais louange à Dieu qui, après nous avoir donné en partage une si belle colonie, suscite, en même temps qu'une si fructueuse guerre colonialiste, des « traitres », pour qu'en les immolant, les démo-chrétiens déploient leur zèle à œuvrer pour l'Eglise, sa fille aînée, la France, et le si bon protecteur des deux : le dollar !

Le miraculeux de la chose : cette double volonté d'extermination (du peuple algérien et des partisans de la paix) n'empêche pas les divines créatures de s'éjouir le cœur et la pensée à parler de « République fraternelle et de civilisation humaine » (sic).

NINO SANTI.

Une enquête du "LIBERTAIRE"

LES TRAVAILLEURS SONT-ILS DES COBAYES? (11)

Une interview du Président de la L. N. C. V.

(Suite du précédent numéro)

LES COBAYES SE REVOLTENT

Puis je reçus la visite de M. Lagache, de Marseille, qui me conta de façon pathétique comment il avait perdu, en 1952 — lors des vaccinations massives de Marseille — un splendide enfant de 2 ans et demi. M. Lagache me dit : « Le calvaire que j'ai passé, des milliers de parents le passeront à leur tour si nous ne dénonçons pas le crime des vaccinations obligatoires ».

J'étais ébranlé, mais hésitais encore à créer le mouvement que l'on me demandait. De nos entretiens avec M. Lagache et avec M. Gastin fut d'abord créée « L'Association des victimes et parents des victimes des vaccinations ».

Puis je fis connaissance de Me Frédéric Hoffet, avocat au Barreau de Strasbourg, qui perdit un fils des suites du B.C.G. et M. Benjamin Deretz, qui perdit également un fils de la vaccination antidiphtérique-antitétanique.

Eux aussi me poussaient à créer ce « syndicat », me disant : « Une association de victimes est indispensable, mas il est non moins indispensable d'empêcher qu'il y ait de nouvelles victimes. Il faut créer un mouvement assez fort pour faire abroger la loi rendant les vaccinations obligatoires ».

En avril 1954, j'appris l'existence en Angleterre d'une ligue « The National Anti-Vaccination League », fondée il y a plus de 50 ans et qui avait réussi à faire supprimer l'obligation des vaccinations en Grande-Bretagne.

Ma décision fut prise alors. Ce que nos amis d'Outre-Manche avaient obtenu, pourquoi ne pourrions-nous l'obtenir en France, le pays de Descartes et de la Liberté ?

LA LIGUE CONTRE LES VACCINATIONS VOIT LE JOUR

C'est ainsi que le 9 juin 1954, fut créée à Paris la « Ligue Nationale contre les Vaccinations », dont Me Frédéric Hoffet accepta la vice-présidence et M. Benjamin Deretz les fonctions de trésorier.

Au début, lorsque des parents angoissés venaient me demander ce que je pouvais faire pour eux, je ne pouvais que leur répondre par ces mots:

— Rien, unissez-vous.

Lorsqu'on venait me demander : « On menace d'exclure mon enfant de l'école, que pouvez-vous faire ? »

— Rien, unissez-vous.

On refuse mon enfant aux colonies scolaires, que pouvez-vous ?

— « Rien, unissez-vous ».

Malgré notre faiblesse, malgré notre impuissance, les adhésions ne cessaient d'affluer tant était forte la volonté de libération.

PREMIER BILAN

Et aujourd'hui, moins de deux ans après la création, « La Ligue Nationale contre les Vaccinations » compte plus de 2.000 membres actifs et plusieurs milliers de sympathisants.

Une vingtaine d'avocats composent son conseil juridique.

Plus de 200 médecins se sont ralliés à elle.

Elle a l'audience du Parlement et le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à instituer par voie légale le droit à la réparation du préjudice causé aux victimes des vaccinations obligatoire, signée par 103 députés, a été déposée sur le bureau de l'Assemblée. Cette proposition de loi a été reprise le 17 avril dernier et a été signée par MM. Guy Mollet, actuel Président du Conseil, Le Troquer, Président de l'Assemblée Nationale et 12 ministres en exercice.

En outre, « La Ligue Nationale contre les Vaccinations » a rencontré une très large compréhension de la part du Corps Enseignant et compte parmi ses adhérents un très grand nombre de professeurs et d'instituteurs.

Tout dernièrement, au Congrès de l'Ecole Moderne (Groupe Frenet) qui s'est tenu à Bordeaux du 26 au 31 mars 1956, une motion a été votée à l'unanimité des congressistes (un millier de congressistes représentant plus de 20.000 instituteurs), demandant l'abrogation des lois rendant les vaccinations obligatoires.

(à suivre)

Ligue Nationale contre les Vaccinations, 10, rue du Roi-de-Sicile - 4e ARC. 49-82.

Résolution du Secrétariat de l'Internationale Communiste Libertaire

« L'I.C.L. et le XXe Congrès du P.C. Russe »

(suite et fin)

3 Etendre l'œuvre de révision et de critique de la période stalinienne à tous les épisodes de la politique stalinienne, tant en U.R.S.S. que dans les autres pays. Il faut réclamer la révision de tous les procès infâmes, la réhabilitation de tous les éléments de l'opposition ouvrière, quelles qu'aient été leurs vues, qui sont tombés au cours des diverses répressions. Il faut réclamer la libération de tous les opposants qui sont encore emprisonnés. Il faut que soit faite la lumière sur les moments les plus troubles de la période stalinienne, et particulièrement sur la répression de l'opposition ouvrière révolutionnaire en Russie, en Espagne, en Bulgarie, en Hongrie, en Allemagne Orientale, etc. Il faut que soient corrigées les falsifications, déjà publiquement admises, qui se rencontrent dans l'histoire soviétique, et dans les vulgarisations communistes. Il faut que soient rendus publics tous les documents encore secrets qui attestent les responsabilités du stalinisme. Il faut enfin réclamer l'autodafé de tout le sordide papier imprimé qui, pendant des années, a véhiculé les mythes staliniens.

4 Accueillir l'effondrement du stalinisme comme un fait positif, indépendamment du développement ultérieur de la politique russe. Cet effondrement doit être tenu pour un fait positif : soit parce qu'il marque la fin d'un régime que nous avons combattu, soit parce qu'il ouvre une crise de transition à l'intérieur de la société soviétique, et des partis communistes, crise susceptible d'être mise à profit pour une plus large et plus profonde mobilisation critique.

Cette vue ne nous empêche pas de noter que la fin du stalinisme peut annoncer un progrès tout aussi bien qu'un recul. Indubitablement la bureaucratie russe liquide le stalinisme pour pouvoir opérer une régression, pour passer à un stade inférieur du processus d'involution contre-révolutionnaire amorcé, il y a 35 ans, et dont le stalinisme représentait jusqu'ici le stade le plus bas.

La bureaucratie russe liquide le stalinisme pour s'éloigner plus encore des positions d'octobre 1917.

Au contraire, pour les masses populaires russes, la fin du stalinisme peut être l'occasion d'un pas en avant, si elles interviennent en protagonistes dans la crise ainsi ouverte. La possibilité leur en est offerte.

La tyrannie du régime stalinien n'avait pas pour cause déterminante la brutalité et la cruauté personnelles de Staline, mais la nécessité de contenir l'opposition des masses à ce régime. Aujourd'hui que ces freins se relâchent par le fait de nécessités inhérentes à la crise de passage du régime stalinien au régime post-stalinien, il n'est pas improbable que les grandes masses populaires de l'U.R.S.S. entrent en mouvement, et que le contrôle en échappe aux dirigeants actuels.

5 Souligner les limites des tolérances et des concessions consenties par les dirigeants soviétiques au XXe Congrès :

a) La campagne contre le culte de la personnalité, l'exhortation à la critique et à l'autocritique, la polémique contre le caporalisme et le bureaucratisme, etc., sont présentées de manière bureaucratique; elles ne se développent pas dialectiquement dans la vie du parti. Elles sont lancées par la hiérarchie, non impulsées par la base. Pour ces raisons, elles resteront, en grande partie, lettre morte. Et il ne peut en être autrement : il est impossible qu'une classe dirigeante comme la bureaucratie russe change le cours des choses sans changer elle-même, c'est-à-dire sans se détruire elle-même avec le monde qu'elle représente.

b) Toute la critique et l'autocritique prend un aspect pragmatique technique; les problèmes de fond ne sont pas abordés; elle se borne à dénoncer les inconvénients pratiques de tel ou tel travail, sans rechercher les causes profondes de la crise dont les inconvénients dénoncés ne sont que des manifestations de détail. Même la satire politique, en laquelle se complait la bureaucratie soviétique, ne sort pas des cadres d'une tradition paternaliste et édifiante. La vivacité de certaines critiques n'est jamais qu'une malice pour refouler les ferments d'une critique vaste et profonde.

c) L'actuelle classe dirigeante qui est en train de liquider le stalinisme s'est compromise entièrement avec lui. C'est pourquoi, il est impossible qu'elle puisse mener à terme l'œuvre commencée.

6 Se garder de l'illusion d'une crise probable dans les partis communistes d'Occident, en particulier de France et d'Italie, à la suite de ce qui s'est passé à Moscou. Les appareils constitués par un réseau de fonctionnaires, tenus par les appointements et la carrière, par là-même privés de toute sensibilité politique; ces appareils résisteront comme ils ont résisté hier aux contre-coups de la lutte entre Staline et ses opposants, à la liquidation physique de la vieille garde bolchévique, au pacte avec l'Allemagne de Hitler, à l'excommunication de Tito, aux procès infâmes, à la chute de Béria. D'autre part, les questions débattues au XXe Congrès n'ont qu'une influence relative sur la politique des partis communistes d'Occident. D'une certaine manière, elles renforcent ces partis, car elles éliminent de précédentes erreurs.

En U.R.S.S., les volte-face peuvent se multiplier, Thorez et Togliatti s'y adapteront toujours avec la même désinvolture, parce que l'adaptation opportuniste aux diverses situations est devenue pour eux un métier et un art.

Tout ceci n'exclut pas la possibilité de récupération de cadres politiquement ouverts à des perspectives révolutionnaires et rapproche le moment dramatique où la crise éclatera dans les partis communistes occidentaux mêmes. Ce moment de crise est lié à deux sortes d'événements sur lesquels il n'est pas vain de formuler des hypothèses : *a*) L'éclatement en U.R.S.S., du conflit de classe, opposant masses ouvrières et bureaucratie. Auquel cas, les dirigeants opportunistes seront acculés au choix; ils ne pourront plus maintenir l'illusion, se dérober et ne pas prendre parti. Ils ne sauront pas choisir la cause des travailleurs contre celle de la bureaucratie. Mais ils ne pourront pas choisir la cause de la bureaucratie contre celle des travailleurs, sans mettre fin à leur existence politique.

b) L'adoption, par les dirigeants opportunistes qui y seraient contraints par les exigences de la politique extérieure de l'U.R.S.S., d'une politique de collaboration, d'ultraréformisme, et de trahison avoués. Auquel cas, les travailleurs les abandonneront à leur sort.

Ces deux hypothèses, l'avant-garde révolutionnaire ne doit pas les perdre de vue; sans renoncer pour autant à poursuivre, inlassablement le travail normal d'éclaircissement idéologique et de récupération des militants communistes révolutionnaires.

7 Ce travail, nécessairement lent et dur, sans illusions ni espoir de miracles, doit aborder quelques points essentiels : Rechercher pourquoi, en U.R.S.S., de l'Octobre Rouge on est arrivé au stalinisme, par quelles phases, sous quelles influences; de quelles causes est sorti cet effet; (s'il est admis que le stalinisme est une mauvaise plante, sur quel terrain a-t-elle germé, s'est-elle développée, a-t-elle prospéré ?) Constater que le tort que l'alignement de la politique des partis ouvriers sur la politique intérieure ou extérieure de l'U.R.S.S. a causé à ces partis et au mouvement ouvrier tout entier qu'ils représentent (que de blessures, que d'amertume, que de pertes eussent été épargnées au mouvement ouvrier mondial s'il s'était développé en toute indépendance politique à l'égard de l'U.R.S.S., sous la seule impulsion de son intérêt de classe ?); tracer la nette démarcation entre partis ouvriers révolutionnaires et partis ouvriers réformistes, qu'entraîne le passage *officiel* des partis communistes dans le camp du réformisme, après les décisions du XXe Congrès. Ceci doit être bien clair : jusqu'ici, il était compréhensible que des militants ouvriers révolutionnaires militent dans les partis communistes, puisque ces partis n'avaient jamais renié officiellement la méthode de lutte politique révolutionnaire, à laquelle, au contraire, au moins de manière théorique, ils juraient fidélité totale et absolue; ils se réservaient seulement de faire des concessions à la tactique et à la propagande. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Les partis communistes s'assimilent à la social-démocratie.

Il ne se trouve plus d'un côté la social-démocratie et de l'autre le communisme; mais d'un seul et même côté, sur le front parlementaire et réformiste, à la fois les partis sociaux-démocrates et communistes; et de l'autre côté, les militants ouvriers révolutionnaires, tendus dans l'effort de reconstruction du parti de classe.

Secrétariat de l'I.C.L.